

## Liste des pièces à fournir dans votre pli électronique

Fiche d'autocontrôle destinée au candidat

DOCUMENTS OBLIGATOIRES	
Type de Document	Document inséré
Déclaration sur l'honneur que le candidat n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L.2141-1 à L. 2141-5 et L. 2141-7 à L. 2141-11 du CCP	<input type="checkbox"/>
DUME	<input type="checkbox"/>
DC1 (Lettre de candidature)	<input type="checkbox"/>
DC2 (Déclaration du candidat ou membre du groupement)	<input type="checkbox"/>

DOCUMENTS à fournir avant l'invitation à soumissionner ou à l'attribution	
Type de Document	Document inséré
Habilitation de capacité juridique d'engager la société	<input type="checkbox"/>
DC4 (Déclaration du sous-traitant)	<input type="checkbox"/>
Documents, justificatifs déjà transmis lors d'une précédente consultation	<input type="checkbox"/>
Informations d'accès à un système électronique ou d'espace de stockage numérique des documents	<input type="checkbox"/>
Déclaration et paiement de l'impôt sur le revenu délivrés par l'administration fiscale	<input type="checkbox"/>
Déclaration et paiement de l'impôt sur les sociétés délivrés par l'administration fiscale	<input type="checkbox"/>
Déclaration et paiement de la taxe sur la valeur ajoutée délivrés par l'administration fiscale	<input type="checkbox"/>
Déclaration et paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, vigilance, de l'URSSAF ou MSA, de moins de 6 mois	<input type="checkbox"/>
Déclaration et paiement des cotisations et contributions d'assurance vieillesse et d'assurance invalidité-décès délivré par la caisse nationale ou les sections professionnelles (libérales) et contributions de sécurité sociale auprès de l'URSSAF, MSA ou Pro BTP, de moins de 6 mois	<input type="checkbox"/>
Certificat du versement régulier des cotisations légales de congés payés et de chômage intempérie délivré par les caisses, de moins de 6 mois	<input type="checkbox"/>
Accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le télé-service "SIPSI" du ministère chargé du travail, conformément aux articles R. 1263-5 et R. 1263-7 du code du travail Attestation sur l'honneur certifiant que le cocontractant s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L. 1263-6, L. 1264-1, L. 1264-2 et L. 8115-1 du code du travail. Cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal	<input type="checkbox"/>
Extrait K, extrait K bis, extrait D1 ou, document équivalent délivré par l'autorité judiciaire ou administrative du pays d'origine ou d'établissement du candidat, attestant de l'absence de cas d'exclusion, de moins de 3 mois	<input type="checkbox"/>
Copie du ou des jugements de redressement judiciaire prononcés	<input type="checkbox"/>
Déclaration sous serment ou solennelle lorsque les autorités compétentes du pays d'origine ou d'établissement du candidat ne délivrent pas les documents justificatifs équivalents ou ne mentionnent pas tous les motifs concernant l'exclusion de la procédure de passation	<input type="checkbox"/>
Attestation d'assurance responsabilité décennale, pour les marchés de travaux	<input type="checkbox"/>
Dossier de candidature des autres opérateurs économiques, s'il y a lieu	<input type="checkbox"/>
Preuve d'une autorisation spécifique ou que l'opérateur économique appartient à une organisation spécifique, pour les marchés de service	<input type="checkbox"/>
CA global du candidat et/ou, le CA du domaine de l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles	<input type="checkbox"/>

Déclarations de banques ou Assurance des risques professionnels	<input type="checkbox"/>
Bilans ou extraits de bilan, concernant les 3 dernières années	<input type="checkbox"/>
Liste des travaux exécutés au cours des 5 dernières années, assortie d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants	<input type="checkbox"/>
Liste des principales livraisons effectuées ou des principaux services fournis au cours des 3 dernières années	<input type="checkbox"/>
Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les 3 dernières années	<input type="checkbox"/>
Titres d'études et professionnels du candidat, ou des responsables de prestation de services ou de conduite des travaux de même nature que celle du marché public, pour les marchés publics de travaux, de services ou pour les marchés de fournitures comportant des travaux de pose et d'installation ou des prestations de services	<input type="checkbox"/>
Indication des techniciens ou des organismes qui sont responsables du contrôle de la qualité	<input type="checkbox"/>
Description de l'outillage, du matériel et de l'équipement technique dont le candidat disposera pour la réalisation du marché public	<input type="checkbox"/>
Description de l'équipement technique et des mesures employées par le candidat pour s'assurer de la qualité et des moyens d'étude et de recherche	<input type="checkbox"/>
Indication des systèmes de gestion et de suivi de la chaîne d'approvisionnement que le candidat pourra mettre en œuvre pour l'exécution	<input type="checkbox"/>
Indication des mesures de gestion environnementale que le candidat pourra appliquer lors de l'exécution du marché	<input type="checkbox"/>
Echantillons, descriptions ou photographies des fournitures	<input type="checkbox"/>
Certificats établis par des instituts ou services officiels chargés du contrôle de la qualité et habilités à attester la conformité des fournitures par des références à certaines spécifications techniques	<input type="checkbox"/>
Certificats de qualification professionnelle établis par des organismes indépendants	<input type="checkbox"/>
Contrôle qualité effectué par l'acheteur ou par un organisme officiel portant sur les capacités de production du fournisseur ou de la capacité technique du prestataire de service sur les produits ou services complexes	<input type="checkbox"/>
Certificats de qualité de normes européennes et certifiés par des organismes accrédités attestant des normes d'assurance de qualité et d'accessibilité pour les personnes handicapées, comme le système de management environnemental et d'audit (EMAS), ou à d'autres systèmes reconnus conformément à l'article 45 du règlement (CE) no 1221/2009, ou à d'autres normes fondées sur les normes européennes ou internationales (art. 4 de l'arrêté du 22 mars 2019, annexe 9)	<input type="checkbox"/>